

L'expansion du capitalisme détruit l'Etat et la société

mardi 25 juin 2019, par [RUF Werner](#) (Date de rédaction antérieure : 23 juin 2019).

La désintégration, voire la destruction d'États souvent provoquée par l'Occident est la conséquence finale de l'ordre néolibéral qui facilite l'émergence d'acteurs non étatiques violents. Le « sectarisme » devient l'un de ses résultats presque inévitables, car c'est en un sens le moyen le plus fondamental pour que les acteurs violents puissent assurer leur survie économique et celle de leurs disciples en se distinguant des « Autres » imaginaires ou construits, définis par la religion ou l'ethnie.

Des institutions financières telles que la Banque mondiale et le FMI, créées après la Seconde Guerre mondiale, sont devenues les instruments qui ont structuré le monde de manière à établir un ordre économique international servant les intérêts du capital. Ces institutions, dominées économiquement et politiquement par les États-Unis, façonnent les systèmes financiers et économiques à l'échelle mondiale.

Dans leurs négociations avec les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (États ACP), les anciennes colonies des puissances impérialistes européennes, les principaux pays de l'Union européenne (UE) ont renforcé leur position dominante malgré l'indépendance formelle de leurs anciennes colonies. Les principes du libéralisme inscrits dans les conventions de Yaoundé (1963 et 1996) et de Lomé (1975, 1979, 1984, 2000) immédiatement après l'indépendance de la plupart des États africains, ont imposé aux pays anciennement colonisés :

- **Suppression des coutumes** : il s'agit d'une perte de revenus importante pour l'État concerné. La perte de revenus est alors indisponible pour les activités nécessaires de manière urgente aux programmes infrastructurels et sociaux de l'État : construction d'écoles, d'hôpitaux, de routes et d'autres infrastructures. En d'autres termes, les États sont incapables de subvenir aux besoins élémentaires de leurs populations. Cela fait perdre aux États leur légitimité aux yeux de leurs peuples, qui se demandent : à quoi sert l'État.
- **Libre circulation des biens** : Cela concerne non seulement certains biens de luxe pour l'élément comprador de la bourgeoisie locale, mais également tous les biens immédiatement nécessaires à la population, tels que matériaux de construction, vêtements ou produits alimentaires. Les conséquences pour les pays dépendants sont que les nouvelles usines produisant du textile, des chaussures, etc. font faillite car elles ne peuvent pas concurrencer les produits étrangers importés. Les tentatives visant à obtenir une certaine autonomie dans la production alimentaire de base ont échoué car la viande et le lait européens sont moins chers que la production locale.
- **Investissement libre** : L'investissement de capital étranger obéit à la règle du profit. Les investisseurs étrangers sont généralement attirés par les bas salaires dans les pays anciennement colonisés. Par conséquent, les investissements sont souvent limités à certains secteurs caractérisés par le besoin de travail humain intense ; par exemple, la production de vêtements ou de produits électrotechniques. Ces produits spécialisés ne répondent ni aux besoins locaux ni ne contribuent à l'édification d'une économie nationale autonome. Les

produits de ces segments industriels industrialisés sont exclusivement destinés aux marchés étrangers. En outre, les bas salaires versés ne peuvent créer le type de pouvoir d'achat susceptible de créer un marché national. La production étant orientée vers le marché mondial, l'Etat concerné est soumis à une pression constante pour maintenir sa capacité concurrentielle internationale.

- **Libre transfert de capitaux** : la possibilité de transférer librement des capitaux à tout moment est un complément important au principe de libre investissement. Cela garantit non seulement que les investisseurs étrangers peuvent librement transférer des bénéfices, mais aussi la mobilité des capitaux, permettant aux investisseurs étrangers de transférer rapidement les investissements d'un pays à l'autre si un autre emplacement semble plus rentable.
- **Exemption d'impôts** : C'est un élément de plus qui rend l'investissement attrayant pour le capital étranger. Mais là encore, l'Etat concerné ne peut tirer aucun revenu d'un tel investissement. Au contraire : très souvent, les États eux-mêmes sont obligés d'investir à l'avance pour construire des routes, fournir de l'électricité, de l'eau et d'autres services publics. L'exonération fiscale ne s'applique pas à la bourgeoisie locale / nationale qui, par conséquent, ne peut jamais rivaliser avec les investisseurs étrangers.

Démolir l'Etat

Selon la définition des Nations Unies, un « État défaillant » est un État « incapable » ou « ne souhaitant » pas protéger sa propre population, en d'autres termes, un État incapable de remplir ses fonctions fondamentales. Cela signifie que l'État peut réprimer sa propre population, mais ne lui fournit pas l'essentiel, comme de l'eau, un abri ou de la nourriture.

Depuis 2004, la Syrie a mis en œuvre une série de réformes visant à généraliser les principes du libre-échange en réduisant le monopole de l'État dans les affaires économiques et financières. En 2004, la banque privée et, en 2006, l'assurance privée ont été autorisées. Les douanes ont été partiellement démantelées et presque tous les secteurs de l'économie ont été ouverts aux investissements étrangers. La fondation de la bourse de sécurité de Damas visait à stimuler les investissements étrangers ; en avril 2006, une bourse syrienne a été créée. Un accord de libre-échange avec l'Union européenne était prévu.

En outre, la Syrie a dû faire face à près de quatre millions de réfugiés irakiens après la guerre de George W. Bush en 2003. Trois années de sécheresse ont nui à la production agricole et entraîné une hausse générale du coût de la vie. Le fait que la manifestation ait commencé dans une région sunnite a ouvert de vieilles blessures et a rappelé à la population le terrible massacre perpétré par le père de Bashar al-Assad, Hafez, en 1982 dans la ville de Hama. La réaction répressive du régime a presque inévitablement ouvert la voie à une confrontation entre sunnites et alaouites.

Économie politique de la violence

L'existence ou l'appartenance de personnes à des groupes définis par l'ethnie ou la confession est devenue une explication populaire du conflit. Par exemple, la différence de longue date entre sunnites et chiites est devenue un paradigme aisé et apparemment auto-explicatif popularisé par le concept anarchiste et simpliste de Samuel Huntington du « choc des civilisations », dans lequel il affirme que « les conflits les plus longs et les plus violents » au fil des siècles. En conséquence, les cultures – ou les religions (les deux restent peu clairement distinguées dans son analyse) – sont représentées en tant qu'acteurs politiques agissant de manière autonome. Nous devons nous demander : pourquoi ce concept devient-il tout sauf une prophétie auto-réalisatrice ? Comme décrit ci-dessus, lorsqu'un État devient incapable de remplir ses fonctions, lorsque, dans une économie de pénurie, les coûts de reproduction de la vie quotidienne deviennent inabordables, les gens

s'organisent pour survivre. Dans un État où la loi est suspendue, les actes criminels plus ou moins ouvertement deviennent « normaux » : des policiers sous-payés ou non payés peuvent saccager des citoyens, les soldats peuvent menacer de force la force physique pour obtenir de l'argent ou des biens de personnes non armées.

A un niveau supérieur, les gens peuvent s'organiser en gangs pour obtenir ce dont ils ont besoin. Pour justifier leurs actes criminels, ils essaieront de se légitimer en se référant à des normes « supérieures » dérivées des notions de supériorité ethnique ou de morale religieuse. De telles constructions servent d'une part à donner une sorte de légitimité à leurs activités organisées et d'autre part à établir des démarcations en vue de l'inclusion et de l'exclusion de groupes de personnes. La désintégration, voire la destruction d'États souvent provoquée par l'Occident est la conséquence finale de l'ordre néolibéral qui facilite l'émergence d'acteurs non étatiques violents. Le « sectarisme » devient l'un de ses résultats presque inévitables, car c'est en un sens le moyen le plus fondamental pour que les acteurs violents puissent assurer leur survie économique et celle de leurs disciples en se distinguant des « Autres » imaginaires ou construits, définis par la religion ou l'ethnie. La violence structurelle (Johan Galtung) qui caractérise le système néolibéral global devient une violence ouverte au niveau le plus bas, c'est-à-dire le plus économiquement pauvre de ce système, où les États ont été dépouillés de leurs fonctions essentielles.

Werner Ruf

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

Extrait d'un texte publié par la Fondation Rosa Luxemburg

<https://www.rosalux.de/en/publication/id/40259/economies-of-war/Plateforme>

Via

Altermondialiste

<http://alter.quebec/lexpansion-du-capitalisme-detruit-letat-et-la-societe/>